

REPUBLIQUE FRANCAISE
TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE DE LA HAUTE GARONNE
 19, boulevard des Minimes – BP 60125 – 31201 TOULOUSE CEDEX 2
 Téléphone : 05.34.42.14.20 Fax : 05.34.42.14.29

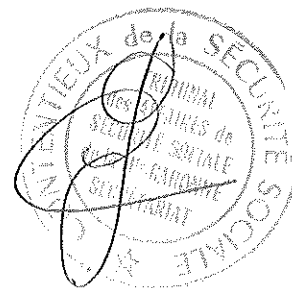
<i>Numéro Recours : 21200662</i> <i>Date du Recours : 25/06/2012</i> <i>Objet du Recours : INDEMNISATION DES</i> ARRETS DE TRAVAIL INDEMNITES JOURNALIERES A COMPTER DE JANVIER 2012 <i>Code recours : REGSPE03</i>	DEFENDEUR DIRECTION REGIONALE MIDI-PYRENEES SNCF 9 BOULEVARD MARENGO BP 5209 31000 TOULOUSE CEDEX 5
	DEMANDEUR MONSIEUR DUENAS NICOLAS CHEZ MME CAUBET 10 RUE JEAN MARTIN CHARCOT 31400 TOULOUSE
Notification d'Ordonnance Présidentielle	

La Secrétaire du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale vous notifie l'Ordonnance, dont expédition ci-jointe, rendue par Madame la Présidente du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale.

A TOULOUSE, le 9 juillet 2012

Pour notification,
La Secrétaire

SNCF - DIRECTION RÉGIONALE MIDI-PYRÉNÉES			
DR	DAT	DRH	
VISA 	VISA	VISA	<input checked="" type="checkbox"/>
X : Attribution		S : réponse signature DR	
10 JUL. 2012			
C : Copie			
DDTER	DIR		
DSEM	ATPR		
COM	DAX		



DIRECTION RESSOURCES HUMAINES SECRETARIAT TOULOUSE		
10 JUL. 2012		
ESPACE RELATIONS SOCIALES	ESPACE PÔLE EMPLOI	ESPACE MOBILITÉ EMPLOI
DIRECTEUR		RRH Activité Ter

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONTENTIEUX DE LA SECURITE SOCIALE
TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE
DE LA HAUTE-GARONNE

Dossier n° 21200662

ORDONNANCE DE REFERE

Le NEUF JUILLET DEUX MILLE DOUZE,

Vu l'article R.142-21-1 du Code de la Sécurité Sociale,

Nous, Françoise LUCIANI, Vice-présidente au Tribunal de Grande Instance,
Présidente du Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne,

Assistée de Madame Christine FABRE, Secrétaire,

Statuant en référé,

dans l'instance opposant :

Monsieur Nicolas DUENAS – chez Mme CAUBET – 10 rue Jean Martin Charcot
– 31400 TOULOUSE

Représenté par la SCP LAPUENTE-PECYNA – Héliopolis – Hélios 4 – 116, route
d'Espagne – 31100 TOULOUSE, présent

à la

DIRECTION REGIONALE Midi-Pyrénées S.N.C.F. – 9 boulevard Marengo –
BP 5209 – 31000 TOULOUSE CEDEX

Représentée par Maître Michel BARTHET – 17 rue d'Aubuisson – 31000
TOULOUSE, présent

Après que les parties aient été entendues à l'audience du 27 juin 2012, a mis
l'affaire en délibéré au 9 juillet 2012 pour rendre l'ordonnance dont la teneur suit :

.../...

Vu l'assignation en référé délivrée le 20 juin 2012 par Nicolas DUENAS à la Direction Régionale Midi-Pyrénées S.N.C.F.

A l'audience, Monsieur DUENAS a maintenu et développé les moyens contenus dans son assignation.

Vu les conclusions de la S.N.C.F., reprises oralement.

MOTIFS DE LA DECISION

Pour réclamer le paiement de ses indemnités journalières de janvier à avril 2012, Monsieur DUENAS soutient n'avoir pas reçu de convocations au contrôle médical, et ne s'être absenté de son domicile que sur prescription médicale.

Aucun texte n'imposant à une Caisse de Sécurité Sociale de convoquer les assurés malades au contrôle médical par lettre recommandée avec accusé de réception, la S.N.C.F. est dans l'impossibilité technique de démontrer qu'elle a bien adressé les convocations et que Monsieur DUENAS les a bien reçues.

Cependant, Monsieur DUENAS, qui ne soutient pas que la Caisse l'a convoqué à une mauvaise adresse, peut difficilement soutenir qu'il n'a reçu aucun des courriers du service médical, sachant que, comme l'indique la S.N.C.F., les convocations étaient faites par « lettre suivie ».

L'état de santé de Monsieur DUENAS ne peut pas justifier son absence aux convocations, celles-ci étant précisément destinées aux assurés malades.... Sa pathologie ne peut constituer un cas de force majeure l'empêchant de se rendre au contrôle médical, et en tout cas aucun avis médical circonstancié ne permet de caractériser une impossibilité absolue de déférer aux convocations.

La S.N.C.F., en application de l'article 10 du « Référentiel Ressources Humaines » était donc parfaitement en droit de suspendre les indemnités journalières pour la période où elle n'a pu vérifier médicalement le bien fondé de l'arrêt de travail.

Monsieur DUENAS ne peut pas invoquer un « trouble manifestement illicite ».

La demande de Monsieur DUENAS n'est pas fondée et sera rejetée.

L'équité n'exige pas de faire application de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

.../...

PAR CES MOTIFS

Le juge des référés, statuant par ordonnance contradictoire et en premier ressort,

Rejette les demandes de Nicolas DUENAS.

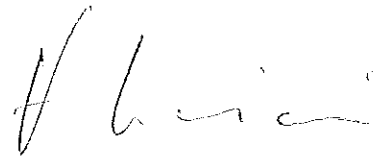
Rejette la demande de la S.N.C.F., fondée sur l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Dit que dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la présente décision, chacune des parties pourra interjeter appel de ce jugement, l'appel devant être formé par déclaration ou par lettre recommandée adressée au Greffe de la Cour d'Appel de TOULOUSE, accompagnée de la copie de la décision.

LA SECRETAIRE,


C. FABRE

LA PRESIDENTE,



POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
La Secrétaire



